



REPUBLIQUE DU MALI
MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE



RFPI	IDI	וחו		ווח	N/1 / N
RFFI	וחו	ILJL	,,,	1111	IVIAI

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET

COMITÉ NATIONAL DE BALANCE DES PAIEMENTS

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2011

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	3
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	4
AVANT PROPOS	5
RESUME	6
INTRODUCTION	8
Conjoncture économique et financière internationale	8
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali	11
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	15
1.1 Balance commerciale de biens	16
1.1.1 Exportations de biens	17
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens	17
1.1.1.2 Composition des exportations de biens	17
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations	19
1.1.2 Importations de biens	21
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens	21
1.1.2.2 Composition des importations de biens	22
1.1.2.3 Orientation géographique des importations	23
1. 2 Balance des services	25
1.2.1 Exportations de services	25
1.2.2 Importation de services	26
1.3. Compte de revenu primaire	27
1.4. Compte de revenu secondaire	28
II. COMPTE DE CAPITAL	30
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	30
2.2 Transferts de capital	30
III. COMPTE FINANCIER	31
3.1 Investissements directs	31
3.2 Investissements de portefeuille	31
3.3 Dérivés financiers	32
3.4 Autres investissements	32
I.V CAPITAUX MONETAIRES	33
4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale	33
4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	33
4.3 Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	34
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	35
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette	35
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale nette	36
ANNEVES	20

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP : Administrations publiques

ASECNA: Agence pour la Sécurité Aérienne en Afrique et à Madagascar

BAD : Banque Africaine de Développement

BADEA: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

BCEAO: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BID : Banque Islamique de Développement

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

CAF : Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de

transport et d'assurance)

CMDT : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles

DGD : Direction Générale des Douanes

DGDP: Direction Générale de la Dette Publique

DNCC: Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence

DNGM : Direction Nationale de la Géologie et des Mines

DNTTFM: Direction Nationale des Transports

INSTAT: Institut National de la Statistique (ex DNSI)

DNTCP: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique

FAB ou FOB: Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les

frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays

exportateur)

FAD : Fonds Africain de Développement

FED: Fonds Européen de Développement

FCFA: Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI : Fonds Monétaire International

IADM : Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale

ISBLM: Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages

ONAP: Office National des Produits Pétroliers

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)

TOFE: Tableau des Opérations Financières de l'Etat

UEMOA: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UMOA: Union Monétaire Ouest Africaine

URTNA : Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	15
Graphique 2 :	Structure du compte courant	16
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	18
Graphique 4 :	Destination des exportations	19
Graphique 5 :	Commerce intra-UEMOA en 2011	20
Graphique 6 :	Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	21
Graphique 7:	Evolution des importations de marchandises FOB	23
Graphique 8 :	Origine des importations	23
Graphique 9 :	Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	24
Graphiques 10 :	Evolution de la balance des services	25
TABLEAUX		Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises	9
Tableau 2 :	Evolution des taux de change annuels moyens des devises de la sous-région	9
Tableau 3 :	Balance des paiements en termes de transaction (présentation résumée)	13
Tableau 4 :	Balance des paiements en termes de transaction (optique BCEAO)	14
Tableau 5 :	Evolution du compte de transactions courantes	15
Tableau 6 :	Evolution du compte de biens	16
Tableau 7 :	Evolution des exportations de biens	17
Tableau 8 :	Evolution des exportations par principaux produits	18
Tableau 9 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	19
Tableau 10 :	Evolution des importations de biens	21
Tableau 11 :	Evolution des importations par principaux produits	22
Tableau 12 :	Evolution des exportations et importation de services	25
Tableau 13 :	Evolution de la balance des services	25
Tableau 14 :	Evolution du compte de revenu primaire	27
Tableau 15 :	Evolution du compte de revenu secondaire	28
Tableau 16 :	Evolution du compte de capital	30
Tableau 17 :	Evolution du compte financier	31
Tableau 18 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	33
Tableau 19:	Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	34
Tableau 20 :	Evolution des avoirs extérieurs nets	34
Tableau 21 :	Variation de la position extérieure globale nette	36
Tableau 22 :	Orientation géographique de la position extérieure globale nette	37

AVANT PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats (Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010). Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le FMI de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN) et le manuel de statistiques monétaires et financières.

Par ailleurs, le MBP6 met désormais davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

RESUME

L'année 2011 a été caractérisée par un ralentissement de la croissance économique mondiale. En effet, le taux de croissance réel est ressorti à 3,9% contre 5,3% en 2010, en rapport avec la crise de la dette souveraine au sein des pays de la zone euro, qui s'est traduite par la faiblesse des investissements ainsi que le repli de la consommation et des échanges mondiaux.

Sur les marchés internationaux, le prix de l'or s'est établi en moyenne à 1.568,8 dollars l'once sur l'année 2011, en hausse de 28,1% par rapport au prix moyen de l'année 2010. Le prix du baril de pétrole s'est également apprécié de 19,1%, en ressortant à 95,8 dollars en 2011. Quant au coton-fibre, son cours a culminé à 132,9 cents la livre en 2011, enregistrant ainsi un accroissement de 45,5% par rapport à l'année 2010. Sur le marché des changes, la monnaie européenne, l'euro, s'est appréciée de 5,0% par rapport au dollar américain et s'est dépréciée de 4,5% par rapport au yen japonais.

Au sein des pays de l'UEMOA, un ralentissement de la croissance économique a également été observé, imputable aux effets de la crise de la dette souveraine dans les pays développés, à ceux de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire ainsi qu'aux résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2011/2012. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 0,6%, après 4,4% en 2010. Quant à l'évolution des prix, elle s'est soldée par une remontée du taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) qui est ressorti à 3,9% en 2011 contre 1,4% en 2010. Cette évolution est liée notamment à la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2010/2011 et au relèvement des prix à la pompe des carburants.

L'activité économique au Mali a épousé la tendance de la zone, le taux de croissance ressortant à 2,7% en 2011, après 5,8% en 2010. Ce ralentissement en 2011 est essentiellement imputable au secteur primaire dont la valeur ajoutée a baissé de 1,3% contre une progression de 11,4% en 2010. Le taux d'inflation est ressorti à 3,0% en moyenne annuelle contre 1,2% en 2010. Par ailleurs, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, sous l'emprise des dépenses totales et prêts nets en constante progression, s'est accentué, atteignant 7,6% du PIB contre 5,5% en 2010.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2011 font état d'une nette détérioration du profil des échanges extérieurs, dont le le solde global est ressorti déficitaire de 44.613 millions, contre 20.461 millions un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 309.746 millions, en amélioration de 279.614 millions par rapport au montant de l'année 2010. En part du PIB, le solde du compte courant a affiché un taux de -6,2% (-7,8% hors transferts officiels) en 2011, après -12,7% (-14,8% hors transferts officiels) en 2010. Cette consolidation du compte courant s'explique essentiellement par la la baisse de 172.113 millions du déficit commercial et la hausse de 51,7% du revenu secondaire. Elle est cependant atténuée par les échanges de services et de revenu primaire qui se sont soldés par des déficits de 338.353 millions et 217.906 millions respectivement, en détérioration de 19.653 millions et

10.386 millions par rapport à 2010.

Quant au compte de capital, son solde excédentaire s'est établi à 184.333 millions en 2011, en accroissement de 59.603 millions par rapport à son niveau de 2010, du fait notamment de l'afflux de capitaux en direction des Administrations publiques, en l'occurrence les dons projets et les appuis budgétaires sectoriels.

S'agissant du compte financier, il a affiché un solde de -150.599 millions, après -425.130 millions en 2010. Ce montant correspond à 267.423 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 418.022 millions d'accroissement net des passifs. Cette évolution reflète les fortes variations au niveau des investissements directs et des autres investissements (notamment la contrepartie des envois de fonds des travailleurs migrants au niveau des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts).

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont consolidés de 29.155 millions tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont contractés de 73.768 millions à fin 2011, conduisant ainsi à un déficit global de la balance des paiements de 44.613 millions.

La position extérieure globale s'est chiffrée à -1.185.332 millions, après -1.265.530 millions un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock d'actifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE1

L'activité économique mondiale s'est caractérisée en 2011 par l'aggravation de la crise de la dette souveraine au sein des pays de la zone euro, accentuant ainsi l'orientation défavorable de l'économie mondiale. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,9% en 2011, après 5,3% en 2010. Ce ralentissement a été induit, d'une part, par la faiblesse des investissements, en liaison notamment avec la dégradation du système financier mondial et, d'autre part, par la baisse de la consommation et des échanges mondiaux, dans un contexte d'atonie de la production industrielle.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, du fait de la profondeur de la crise financière et économique internationale et de son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut a enregistré une hausse de 1,6% en 2011 contre 3,2% en 2010. Aussi, le PIB a enregistré une variation de 1,4% dans la zone euro, 1,7% aux Etats-Unis et -0,7% au Japon.

Au sein des pays émergents et en développement moins touchés par la crise de la dette souveraine, le dynamisme de l'activité économique a été maintenu, même si la croissance a été moins forte que précédemment. En effet, le taux de croissance du PIB enregistré dans ces pays est de 6,2% en 2011, après 7,5% en 2010, reflétant la progression de la demande intérieure et des échanges régionaux. Ainsi, en Chine et en Inde, la croissance est demeurée forte, ressortant respectivement à 9,2% et 7,2%, en termes réels, contre 10,4% et 10,6% en 2010. Le dynamisme des exportations de matières premières, singulièrement de produits miniers, a favorisé la croissance du PIB en Afrique au Sud du Sahara, avec un taux de 5,1% en 2011, après 5,3% en 2010.

Les incertitudes sur l'orientation de l'activité économique n'ont pas permis une embellie sur le front du chômage dans les pays développés. Ainsi, le taux de chômage est demeuré élevé, se situant à 9,0% aux Etats-Unis, 10,0% en zone euro et 4,6% au Japon. L'inflation mondiale s'est inscrite en hausse par rapport à l'année 2010, du fait de l'accroissement des cours des produits alimentaires et pétroliers, ainsi que de la progression des crédits. En effet, le taux d'inflation s'est inscrit à 2,7% dans les économies avancées (contre 1,6% en 2010) et 7,1% dans les pays émergents (contre 6,1% en 2010). Dans ce contexte, les principales banques centrales ont continué de soutenir la croissance économique, en maintenant leurs taux directeurs à des niveaux proches de zéro.

Au niveau des marchés financiers, des évolutions défavorables ont globalement été constatées, sous l'effet des inquiétudes induites par l'aggravation de la crise de la dette souveraine et des menaces de récession. Ainsi, l'indice du Dow Jones (Etats-Unis) a progressé de 5,5% tandis que celui du Nasdaq (Etats-Unis) et du Nikkeï (Japon) se sont contractés respectivement de 1,8% et 17,3%. Sur le marché des changes, la monnaie européenne, l'euro, s'est appréciée de 5,0% par rapport au dollar et s'est dépréciée de 4,5% par rapport au yen. En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution similaire face aux mêmes devises. En revanche, les principales monnaies de la

¹ Sources des données : Rapport annuel 2011 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

CEDEAO se sont dépréciées par rapport au franc CFA. En effet, le naira, le cedi ghanéen, le dalasi gambien et le franc guinéen se sont inscrits en baisse de 2,51%, 7,40%, 5,48% et 17,36% respectivement par rapport au FCFA.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises

Devises	Taux annuel mo	yen en FCFA	Variation
	2010	2011	
Dollar des Etats-Unis	494,80	471,23	-4,76%
Franc suisse	475,23	532,17	11,98%
Livre sterling	764,66	755,82	-1,16%
Yen japonais	5,64	5,91	4,76%

Source : BCEAO

Tableau 2 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises de la sous-région

Devises	Taux annuel mo	yen en FCFA	Variation
	2010	2011	
Dalasi	17,72	16,75	-5,48%
Cedi	347,01	321,33	-7,40%
Franc guinéen	0,09	0,07	-17,36%
Naïra	3,34	3,26	-2,51%

Source : BCEAO

La plupart des matières premières ont vu leur cours moyen se consolider en 2011, à la faveur de la bonne tenue de la demande provenant des pays émergents d'Asie. Comparativement aux niveaux moyens enregistrés en 2010, les prix de la quasi-totalité des produits exportés par les Etats membres de l'UEMOA se sont orientés à la hausse durant l'année 2011. Le rôle de valeur refuge de l'or s'est renforcé, sous l'effet de la vigueur de la demande des pays émergents avec une progression de 28,1% du prix de l'once qui s'est établi en moyenne à 1.568,8 dollars. Quant au coton-fibre, son cours a enregistré une hausse de 45,5% en 2011 en s'inscrivant en moyenne à 132,9 cents la livre. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est établi à 95,8 dollars au cours de l'année 2011 (+19,1%), sous l'effet de l'accroissement de la demande mondiale.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique a connu un ralentissement, dans un environnement caractérisé par la poursuite de la crise de la dette souveraine dans les pays développés, les effets de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire et les résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2011/2012. En effet, le PIB a enregistré, en termes réels, une progression de 0,6% en 2011 contre 4,4% en 2010. Les initiatives des Autorités ivoiriennes visant à assurer une relance rapide de l'appareil productif du pays, l'essor de la production minière, notamment au Burkina et au Niger, ainsi que l'accroissement des dépenses publiques en infrastructures dans la plupart des pays ont permis d'éviter une récession économique. Par ailleurs, une remontée du taux d'inflation a été enregistrée en 2011 avec, en moyenne, une progression de 3,9% en 2011 contre 1,4% en 2010, en rapport avec la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2010/2011 et le relèvement des prix à la pompe des carburants.

L'exécution des opérations financières des Etats de l'Union, en 2011, s'est traduite par une

aggravation des déficits budgétaires par rapport à 2010. En effet, le déficit global (base engagements, hors dons) exprimé en pourcentage du PIB a représenté 6,5% en 2011 contre 5,4% en 2010. Cette situation reflète la persistance des pressions sur les dépenses courantes, en particulier la masse salariale et les transferts et subventions.

Au niveau des comptes monétaires, la situation globale de l'UEMOA a été caractérisée à fin décembre 2011 par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires et une hausse du crédit intérieur. Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 5.839.400 millions à fin 2011, en hausse de 203.300 millions par rapport à fin 2010, imputable essentiellement à la consolidation de la position nette de l'Institut d'émission. Les réserves officielles de change se sont renforcées de 522.600 millions pour se situer à 7.293.500 millions à fin 2011, avec un taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale de 109,1%. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est également ressortie en hausse.

Dans un contexte caractérisé par une maîtrise des pressions inflationnistes et une faiblesse de la croissance, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux directeurs. Ainsi, le taux minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux de prêt marginal sont demeurés respectivement à 3,25% et 4,25%, niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2009.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI²

En 2011, le taux de croissance économique est ressorti à 2,7% contre 5,8% en 2010. Ce ralentissement de la croissance est imputable surtout au secteur primaire dont la valeur ajoutée a connu une croissance négative de 1,3%, après une hausse de 11,4% en 2010. Le produit intérieur brut s'est établi, à prix courants, à 5.017.300 millions, en hausse de 7,8% par rapport à l'année 2010.

La baisse du taux de croissance du secteur primaire est liée à la forte baisse de la production agricole, notamment la branche consolidée du riz dont le taux de croissance a été de -24,6% en 2011, après 24,0% en 2010. La plus grande performance du secteur a été réalisée par la branche consolidée du coton qui a cru de 81,6% en 2011, soit un gain de 75 points de pourcentage par rapport à 2010.

Le taux de croissance du secteur secondaire est ressorti à 8,1% en 2011, après la récession de 2,1% en 2010. Cette hausse est imputable principalement à l'agroalimentaire boisson-tabac et aux industries textiles, dont les taux de croissance sont ressortis respectivement à 18,6% et 31,0% en 2011 contre 4,0% et 4,9% en 2010. Par contre, les branches "bâtiments et travaux publics " et " eau et électricité " ont perdu chacune 2 points de pourcentage en s'établissant respectivement à 5,0% et 8,0% en 2011 contre 7,0% et 10,0% en 2010.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 3,8% en 2011 contre 4,5% en 2010, sous l'impulsion de la branche " transport et télécommunications " qui en soutient les performances depuis plusieurs années. En pourcentage du PIB, le secteur a représenté 38,0% en 2011 contre 37,6% en 2010.

La progression des prix, mesurée par la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), s'est établie à 3,0% en 2011, soit 1,8 point de pourcentage de plus qu'en 2010 où l'indice avait augmenté de 1,2%. Cette situation résulte essentiellement de la mauvaise campagne agricole 2010/2011 et de la hausse du prix du pétrole.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2011 s'est traduite par une accentuation du déficit global, base engagements et hors dons, à 380.800 millions, soit 7,6% du PIB contre un ratio de 5,5% en 2010. Cette évolution résulte d'une augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 1.247.400 millions en 2011, après 1.064.400 millions précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 710.000 millions en 2011, dont 265.100 millions de dépenses de personnel, contre 601.200 millions dont 213.200 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes sont passées de 88,2% en 2010 à 96,7% en 2011. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 866.600 millions au titre de la période sous revue, dont 734.200 millions de recettes fiscales, après 806.400 millions en 2010 dont 681.900 millions de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 17,2% en 2011, soit le même taux que l'année précédente. De même, les recettes fiscales se sont chiffrées à 14,6% du PIB en 2011, soit le même taux qu'en 2010. Les dons, pour leur part, ont atteint 193.900 millions (ou 3,9% du PIB et

² Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

16,9% des dépenses budgétaires) en 2011, après 133.700 millions (ou 2,9% du PIB et 13,8% des dépenses budgétaires) en 2010.

La situation monétaire à fin 2011 a été caractérisée par le repli de la position extérieure nette des institutions monétaires et la hausse du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 693.923 millions, en baisse de 32.094 millions ou 4,4% par rapport à leur niveau de fin 2010, du fait de la diminution de 64.846 millions de la position extérieure des banques, atténuée par la hausse de 32.753 millions de celle de la Banque Centrale. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est accru de 270.244 millions (ou 47,0%) pour s'établir à 845.628 millions à fin 2011. Cette évolution est essentiellement imputable aux crédits à l'économie qui se sont raffermis de 204.079 millions et à la position nette du Gouvernement qui s'est dégradée de 66.165 millions. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.491.953 millions à fin 2011, soit un accroissement de 15,3% par rapport à son montant de fin 2010, reflétant l'évolution du crédit intérieur.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit de 44.613 millions au terme de l'année 2011, après un déficit global de 20.500 millions à fin 2010. Quant à la position extérieure globale à fin 2011, elle s'est établie à -1.185.332 millions, en amélioration de 80.195 millions, en liaison avec l'augmentation du stock d'actifs financiers.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en cinq parties : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale. Elles seront présentées à travers les tableaux 3 et 4 ci-après. Le tableau 3 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 4 ("optique BCEAO") est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation "optique BCEAO", ces rubriques excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

TABLEAU 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 814 511	2 124 257	-309 746
1.A	Biens et services	1 321 535	1 817 145	-495 610
1.A.a	Biens	1 127 655	1 284 712	-157 057
1.A.a.1	Marchandises générales	324 137	1 284 712	-960 575
1.A.a.1.1	Dont réexportations			0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoc	-627	0	-627
1.A.a.3	Or non monétaire	804 145	0	804 145
1.A.b	Services	193 880	532 433	-338 553
1.A.b.3	Transport	4 791	335 234	-330 443
1.A.b.3.0.2	Dont fret	318	266 508	-266 190
1.A.b.4	Voyage	99 308	56 208	43 100
1.A.b.0	Autres services	89 781	140 991	-51 210
1.B	Revenus primaires	27 548	245 454	-217 906
1.B.1	Revenus des salariés	15 299	19 564	-4 265
1.B.2	Revenus des investissements	12 249	220 551	-208 302
1.B.3	Autres revenus primaires	0	5 339	-5 339
1.C	Revenus secondaires	465 428	61 658	403 770
1.C.1	Administrations publiques	96 911	15 866	81 045
1.C.1.4	Aides budgétaires	55 700	0	55 700
1.C.2	Autres secteurs	368 517	45 792	322 725
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	354 695	41 281	313 414
2	Compte de capital	184 358	25	184 333
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	0	2
2.2	Transferts en capital	184 356	25	184 331
2.2.1	Administrations publiques	151 919	0	151 919
	Remises de dettes	13 619	0	13 619
2.2.2	Autres secteurs	32 437	25	32 412
3	Compte financier	267 423	418 022	-150 599
3.1	Investissements directs	2 066	262 427	-260 361
3.2	Investissements de portefeuille	3 644	29 541	-25 897
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	220 897	126 054	94 843
3.5	Avoirs de réserves	40 816	0	40 816
6	Erreurs et omissions nettes	-1 731 446	-1 706 260	-25 186

Source : BCEAO

TABLEAU 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

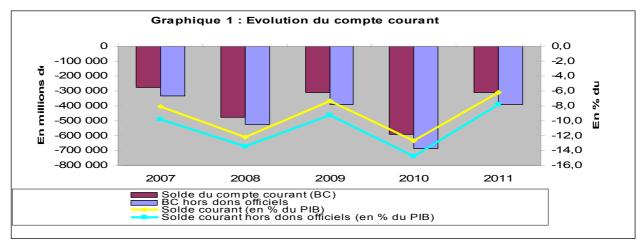
	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 815 310	2 125 056	-309 746
1.A	Biens et services	1 322 334	1 817 944	-495 610
1.A.a	Biens	1 128 454	1 285 511	-157 057
1.A.a.1	Marchandises générales	324 137	1 284 712	-960 575
1.A.a.1.1	Dont réexportations	0	0	0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoc	-627	0	-627
1.A.a.3	Or non monétaire	804 145	0	804 145
1.A.b	Services	193 880	532 433	-338 553
1.A.b.3	Transport	4 791	335 234	-330 443
1.A.b.3.0.2	Dont fret	318	266 508	-266 190
1.A.b.4	Voyage	99 308	56 208	43 100
1.A.b.0	Autres services	89 781	140 991	-51 210
1.B	Revenus primaires	27 548	245 454	-217 906
1.B.1	Revenus des salariés	15 299	19 564	-4 265
1.B.2	Revenus des investissements	12 249	220 551	-208 302
1.B.3	Autres revenus primaires	0	5 339	-5 339
1.C	Revenus secondaires	465 428	61 658	403 770
1.C.1	Administrations publiques	96 911	15 866	81 045
1.C.1.4	Aides budgétaires	55 700	0	55 700
1.C.2	Autres secteurs	368 517	45 792	322 725
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	354 695	41 281	313 414
				0
2	Compte de capital	184 358	25	184 333
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	0	2
2.2	Transferts en capital	184 356	25	184 331
2.2.1	Administrations publiques	151 919	0	151 919
	Remises de dettes	13 619	0	13 619
2.2.2	Autres secteurs	32 437	25	32 412
				0
3	Compte financier	262 060	368 046	-105 986
3.1	Investissements directs	2 066	262 427	-260 361
3.2	Investissements de portefeuille	917	19 326	-18 409
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	259 077	86 293	172 784
	Administrations publiques	0	123 300	-123 300
3.5	Autres secteurs	259 077	-37 007	296 084
				0
6	Erreurs et omissions nettes	-1 732 245	-1 707 059	-25 186
				0
7	Solde global	5 363	49 976	-44 613
				0
8	Avoirs et engagements extérieurs	-5 363	-49 976	44 613
8.1	Banque Centrale	-40 816	-11 661	-29 155
8.2	Autres institutions de dépôts	35 453	-38 315	73 768

Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte de transactions courantes, qui comprend les échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents au cours de l'année 2011, est ressorti déficitaire de 309.746 millions, en amélioration de 279.614 millions par rapport au montant de l'année 2010. Cette progression découle, d'une part, de l'augmentation de l'excédent du revenu secondaire, avec une amélioration des envois de fonds informels des migrants et, d'autre part, de la réduction du déficit de la balance commerciale.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant est en nette amélioration avec un déficit de 6,2% (7,8% hors transferts officiels) en 2011 contre 12,7% (14,8% hors transferts officiels) en 2010. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2007 et 2011.



Sources: BCEAO et INSTAT.

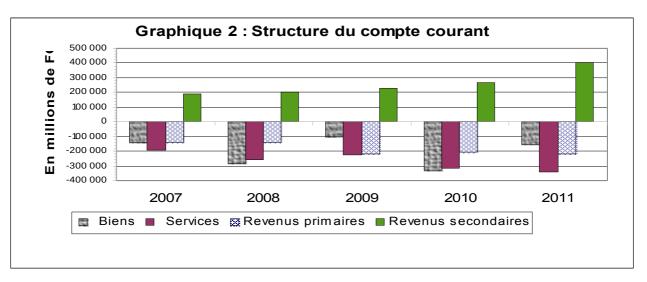
Tableau 5 : Compte des transactions courantes

(en millions de FCFA)

				•	
RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Biens et services	-330 520	-539 900	-322 920	-648 070	-495 610
Biens	-138 400	-284 300	-99 200	-329 170	-157 057
Services	-192 120	-255 600	-223 720	-318 900	-338 553
Revenus primaires	-139 680	-139 990	-215 960	-207 520	-217 906
Revenus secondaires	191 680	203 700	229 650	266 230	403 770
Solde du compte courant (BC)	-278 520	-476 190	-309 230	-589 360	-309 746
Solde du compte courant (hors dons)	-335 290	-523 710	-391 570	-687 470	-390 791
PIB Nominal	3 424 520	3 912 800	4 232 900	4 655 691	5 028 000
Solde courant (en % du PIB)	-8,1	-12,2	-7,3	-12,7	-6,2
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-9,8	-13,4	-9,3	-14,8	-7,8

Sources: BCEAO et INSTAT

Le graphique ci-dessous montre la structure du déficit des transactions courantes, imputable aux flux de biens, de services et de revenu primaire, les flux de revenu secondaire étant positifs. L'orientation négative des échanges de biens et de services reflète l'insuffisance de l'appareil productif tandis que celle positive du revenu secondaire traduit l'ampleur de l'assistance extérieure dont bénéficie le pays, aussi bien de la part des maliens résidant à l'extérieur que des partenaires publics au développement.



Sources: BCEAO et INSTAT.

1.1 Balance commerciale de biens

Les transactions du commerce extérieur du Mali se sont soldées en 2011 par un déficit de 157.057 millions, en amélioration de 172.113 millions par rapport à 2010 où elles avaient affiché un déficit de 329.170 millions. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est amélioré de 52,3%, en liaison essentiellement avec la progression des exportations concomitamment au repli des importations. De même, la couverture des importations par les exportations est mieux assurée avec un taux de 87,8%, en hausse de 12,3 points par rapport à 2010. En revanche, le degré d'ouverture est ressorti à 48,1%, en repli de 2,6 points par rapport à 2010.

Tableau 6 : Compte de biens

(en millions de FCFA)

					,
RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations de biens (FOB)	745 590	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655
Importations de biens (FOB)	883 990	1 222 750	936 020	1 345 770	1 284 712
Balance commerciale de biens	-138 400	-284 300	-99 200	-329 170	-157 057
Taux de couverture des importations par					
les exportations (en %)	84,3	76,7	89,4	75,5	87,8
Degré d'ouverture commerciale (en %)	47,6	55,2	41,9	50,7	48,1

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Au titre de l'année 2011 et sur la base des données ajustées³, les exportations totales ont atteint 1.127.655 millions, en augmentation 10,9% par rapport au montant réalisé en 2010. Cette hausse est liée aux principaux produits exportés.

Tableau 7: Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	230 410	292 580	201 310	256 280	324 137
dont réexportations	14 263	36 196	20 717	32 515	77 405
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	-1 470	-627
Or non monétaire	515 180	645 870	635 510	761 790	804 145
TOTAL EXPORT (FOB)	745 590	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655

Source: BCEAO, INSTAT.

1.1.1 .2 Composition des exportations de biens

Les exportations du Mali comprennent quatre principaux produits, à savoir l'or non monétaire (71,3%), le coton fibre (8,1%), les engrais (6,5%) et les animaux vivants (4,1%).

Les exportations d'or non monétaire se sont appréciées de 42.354 millions (ou +5,6%) en 2011, en raison de l'orientation favorable des cours du métal jaune sur le marché mondial. Celle-ci a permis aux sociétés du secteur minier d'obtenir un prix moyen de vente de 18.168,6 FCFA/g en 2011 (19.091,4 FCFA/g pour les sociétés industrielles) contre 16.831,4 FCFA/g en 2010, soit une hausse de 7,9%. En revanche, les volumes d'or exportés ont fléchi de 2,0%, pour s'établir à 44.260,1 kilogrammes en 2011. Cette contraction des quantités exportées est induite essentiellement par le recul de 46,2% de la production de la mine de Yatela, société en production depuis 2001 et qui devrait fermer en 2013 en raison de l'épuisement des réserves. Par ailleurs, il faut souligner que le volume exporté inclut 4.000 kilogrammes d'or de production artisanale (orpaillage)⁴, soit 9,0% du total des exportations d'or.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 90.900 millions en 2011, en hausse de 7,7% par rapport aux réalisations de l'année précédente. L'effet de la hausse du volume exporté de la période, soit 16.993,1 tonnes (+20,3%), a été fortement atténué par la diminution marquée du prix moyen à l'exportation qui s'est établi à 904,0 FCFA/kg en 2011 contre 991,5 FCFA/kg en 2010 (-8,8%). Ces prix sont largement inférieurs à ceux du marché international en 2011 car la compagnie en charge de la commercialisation du coton avait effectué des ventes par anticipation sur la production de la campagne 2010/2011 à des prix moins favorables.

³ Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

⁴ La production de l'orpaillage exportée est estimée à 4 tonnes par les services statistiques, la dernière enquête permettant d'estimer cette production remontant déjà à plusieurs années.

Les exportations d'engrais ont pris de l'ampleur en occupant le troisième rang des exportations en 2011 (6,5% des exportations avec 73.275 millions), habituellement occupé par le bétail sur pied. Des opérateurs économiques se sont lancés dans la production industrielle d'engrais, en important la matière première qu'ils transforment et/ou conditionnent et vendent en partie à des pays de la sous-région.

Quant aux exportations d'animaux vivants, elles ont augmenté de 31,8% en 2011 par rapport à 2010, en ressortant à 46.247,0 millions. Ces exportations, constituées essentiellement de bovins et d'ovins, ont fortement augmenté en raison des conditions climatiques favorables.

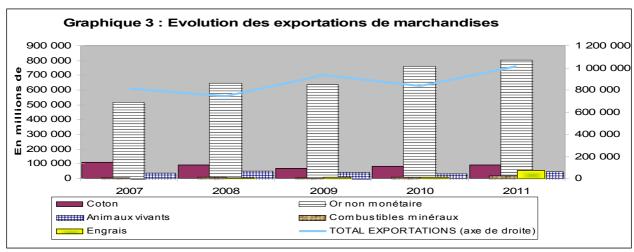
TABLEAU 8 : Exportations par principaux produits

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2007	2008	2009	2010	2011
Coton	110 889	91 921	67 447	84 370	90 900
part en %	14,9	9,8	8,1	8,3	8,1
Or non monétaire	515 178	645 871	635 508	761 791	804 145
part en %	69,1	68,8	75,9	74,9	71,3
Animaux vivants	37 601	51 812	41 245	35 079	46 247
part en %	5,0	5,5	4,9	3,5	4,1
Combustibles minéraux	3 236	12 856	8 603	14 081	26 218
part en %	0,4	1,4	1,0	1,4	2,3
Engrais	537	8 297	13 413	14 948	73 275
part en %	0,1	0,9	1,6	1,5	6,5
Autres	78 149	127 693	70 604	106 331	86 870
part en %	10,5	13,6	8,4	10,5	7,7
TOTAL EXPORTATIONS	745 590	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655

Sources: BCEAO, INSTAT.

Le graphique 3 ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2007 et 2011.



Sources: BCEAO, INSTAT.

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est détérioré en 2011, pour s'afficher à 5,2% contre 4,5% l'année précédente, soit 0,7 point de plus. Cette évolution résulte d'une augmentation plus marquée du service de la dette (29,5%) que des exportations (10,%).

TABLEAU 9 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

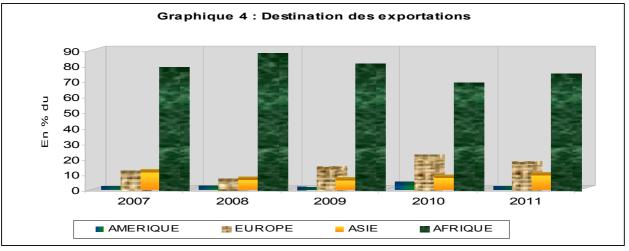
RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations totales	745 590	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655
Service de la dette publique extérieure	42 500	41 600	45 900	45 391	58 800
Service de la dette/export en %	5,7	4,4	5,5	4,5	5,2

Sources: BCEAO, INSTAT, DGDP.

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations

La répartition du commerce extérieur du Mali en 2011, sur la base des données officielles, suit globalement les tendances observées l'année précédente. Les échanges avec les pays africains dominent toujours le commerce, notamment en raison des exportations d'or vers l'Afrique du Sud.

L'orientation géographique des exportations du Mali en 2011, à l'instar des années précédentes, fait apparaître trois grandes zones de destination, à savoir l'Afrique, l'Europe et l'Asie, comme le montre le graphique ci-dessous.



Sources: BCEAO, INSTAT

L'Afrique a absorbé un montant de 827.058 millions des exportations du Mali en 2011 (73,0% du total), montant supérieur en valeur et en part à celui de l'année précédente qui étaient de 667.377 millions et 67,5%. Cette évolution est essentiellement imputable aux exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 635.069 millions en 2011.

Au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA, la part des autres pays de cette zone dans les exportations du Mali demeure faible, avec 14,0% des exportations totales en 2011. Elles ressortent à 158.017 millions, en hausse sensible tout de même par rapport à 2010, où elles se sont établies à 90.064 millions.

La part du contient européen, dans le total des exportations du Mali, est ressortie à 16,8% en 2011, après 21,2% en 2010. La Suisse (11,6%) absorbe l'essentiel des exportations du Mali après l'Afrique du Sud (56,3%), avec un montant de 130.821 millions portant exclusivement sur l'or. Les autres exportations vers ce continent sont constituées de fruits, peaux et coton.

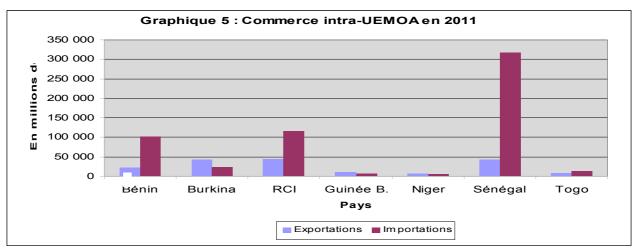
Concernant le continent asiatique, notamment la Chine, le Vietnam, la Thaïlande et Singapour, destinations privilégiées pour le coton fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 109.801 millions en 2011, soit 9,7% du total, après 8,1% en 2010. Cette hausse est portée par la reprise du secteur coton. L'or, pour sa part, est exporté vers Dubaï pour un montant de 15.726 millions.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2010 et 2011, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une augmentation de 20,0% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 765.590 millions en 2011 contre 637.790 millions en 2010. La part des pays de l'Union dans les exportations totales s'est affichée à 15,8% (178.552 millions)⁵ et celle des importations à 45,7% (587.038 millions) en 2011 contre respectivement 10,7% (108.127 millions) et 39,6% (529.663 millions) en 2010.

Ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA du Mali fortement déficitaire, avec un solde de -408.486 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 30,4% en 2011 (20,4% en 2010) contre 87,8% pour l'ensemble des partenaires commerciaux (75,5% en 2010). Le graphique qui suit présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2011.



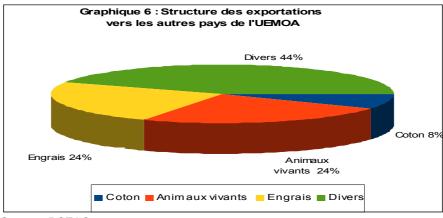
Source: BCEAO

⁵ Ces données sont issues des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Les résultats présentés ci-dessus ont été obtenus sur la base de la confrontation des données du Mali avec celles des autres pays de l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontraliers non contrôlés.

La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est similaire à celle des années précédentes. Les exportations restent dominées par celles des animaux vivants avec 24,2% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, destinataires privilégiés de ce produit, absorbent respectivement 51,2% et 32,2% des exportations d'animaux vivants du Mali. Depuis 2010, les exportations d'engrais prennent une place prépondérante avec 42.605 millions (23,9% des exportations totales vers les pays de l'Union), après 25.925 millions en 2010. Le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire sont les principaux clients pour ce produit.

La hausse des exportations vers les pays de l'UEMOA (65,1%), marquée surtout au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Burkina et au Togo s'explique en partie par l'exportation d'engrais avec une société malienne qui produit de l'engrais MP4 utilisé pour le complexe coton/cacao. A cela s'ajoute les exportations d'animaux vivants ainsi que l'avitaillement d'aéronefs vers ces pays.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2011 avec les autres pays de l'UEMOA.



Source: BCEAO

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits en 2011.

1.1.2 Importations de biens⁶

1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2011, l'évolution des importations, sur la base de leur valeur CAF, a connu un recul, après la hausse de 43,4% enregistrée en 2010, consécutive à l'appréciation des prix sur le marché international en 2010. Ainsi, les importations totales CAF se sont chiffrées à 1.581.731 millions, en baisse de 57.659 millions (ou -3,5%). Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2007 et 2011.

Tableau 10 : Evolution des importations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	1 090 717	1 488 922	1 145 924	1 639 390	1 581 731
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 090 717	1 488 922	1 145 924	1 639 390	1 581 731
Importations de biens / PIB	31,9	38,1	27,1	35,2	31,5

Sources: BCEAO, INSTAT.

⁶ Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

1.1.2 .2 Composition des importations de biens

A l'exception des produits alimentaires vivriers dont une grande partie est produite localement, le Mali, pays très faiblement industrialisé, importe l'essentiel des biens (produits énergétiques, biens intermédiaires et d'équipement). Les biens d'équipement, notamment les machines, les véhicules et les matériaux de construction, constituent la part la plus importante des produits importés avec 37,4% du total des importations de 2011, suivis des produits énergétiques (29,2%), des produits alimentaires (13,6%) et des produits chimiques (11,1%).

La diminution des importations en valeur FOB de 4,5% (60.259 millions) est induite essentiellement par les biens d'équipement, les biens intermédiaires et les autres biens de consommation.

Les valeurs à l'importation des machines et véhicules, des matériaux de construction et des produits chimiques ont diminué respectivement de 18,1%, 8,3% et 19,2%, avec des montants de 288.983 millions, 191.175 millions et 142.149 millions. Cette évolution est en liaison avec la baisse de 21,0% du prix moyen à l'importation des biens d'équipement, atténuée par la hausse de 12,5% du volume.

Quant aux importations de produits pétroliers, elles affichent une hausse de 35,4% en valeur, en liaison avec l'augmentation respective de 8,2% et 22,5% du volume et du prix moyen à l'importation, du fait de l'intensification de la consommation de produits pétroliers des secteurs minier et énergétique. De même, les importations de produits alimentaires se sont soldées par une hausse de 10,0% en s'établissant à 174.802 millions, du fait notamment de l'accroissement des prix des denrées alimentaires sur les marchés.

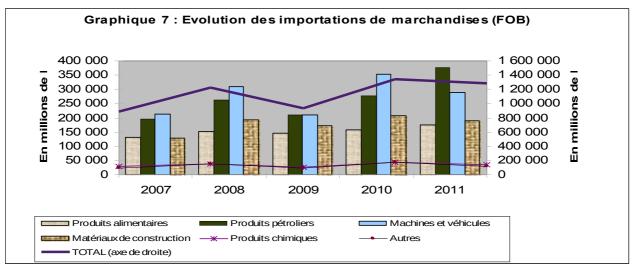
TABLEAU 11: Importations par principaux produits

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2007	2008	2009	2010	2011
Produits alimentaires	130 890	153 272	146 674	158 932	174 802
part en %	14,8	12,5	15,7	11,8	13,6
Produits pétroliers	196 234	261 654	211 432	277 065	375 272
part en %	22,2	21,4	22,6	20,6	29,2
Machines et véhicules	213 928	309 837	208 910	353 036	288 983
part en %	24,2	25,3	22,3	26,2	22,5
Matériaux de construction	127 935	191 287	172 704	208 547	191 175
part en %	14,5	15,6	18,5	15,5	14,9
Produits chimiques	121 276	156 897	106 714	175 866	142 149
part en %	13,7	12,8	11,4	13,1	11,1
Autres	93 726	149 803	89 585	172 325	112 330
part en %	10,6	12,3	9,6	12,8	8,7
TOTAL	883 990	1 222 750	936 020	1 345 770	1 284 712

Sources : BCEAO, INSTAT.

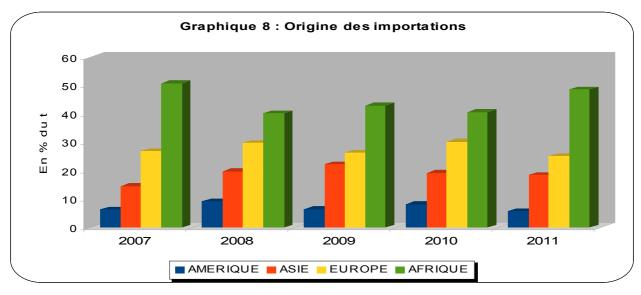
Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2007 et 2011.



Sources: Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD.

1.1.2.3 Orientation géographique des importations

La répartition globale par pays des importations en 2011 (en valeur CAF) fait ressortir une forte progression de la part du continent africain, au détriment des continents européen et asiatique. Ainsi, l'Afrique renforce sa position dominante de fournisseur du Mali, suivie de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique).



Sources: Calculs BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 48,8%, correspondant à un montant de 772.137 millions contre 40,7% en 2010, équivalent à 689.179 millions. Cette évolution est induite notamment par les importations en provenance des pays de l'UEMOA. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et biens de consommation. L'Europe a totalisé 25,2% des importations en 2011 (398.586 millions), soit 5,1 points de moins qu'en 2010. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 40,8% en 2011, après 50,1% en

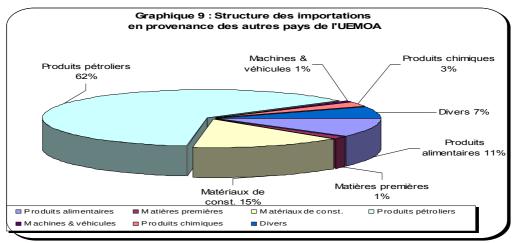
2010. Quant au continent asiatique, sa part a baissé de 0,6 point de pourcentage en ressortant à 18,6%, pour un montant de 293.498 millions. Ce continent, notamment la Chine et les Emirats Arabes Unis, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

Les importations communautaires du Mali, sur la base des données réconciliées, montrent que les principaux fournisseurs du Mali sont le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Bénin avec respectivement 24,7%, 9,0% et 8,0% des importations totales du pays, après 18,7%, 12,3% et 3,3% respectivement en 2010. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (28,6% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (7,0%), les produits alimentaires (4,8%).

Le graphique ci-après présente la structure des importations en 2011 avec les autres pays de l'UEMOA.



Source: BCEAO

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 98,0%, en matériaux de construction pour 46,8% et en produits alimentaires pour 35,4%.

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2011.

1.2 Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est accentué de 6,2% en 2011 par rapport à 2010 en se chiffrant à 338.553 millions. Cette évolution résulte d'une augmentation plus accentuée des importations que des exportations de services, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations de services	180 790	204 120	168 000	190 040	193 880
Importations de services	372 910	459 720	391 720	508 940	532 433
Balance des services	-192 120	-255 600	-223 720	-318 900	-338 553

Source : BCEAO

En termes nets, le déficit de la balance des services est lié aux services de transports, eux-mêmes dépendant principalement du fret sur importations ainsi que des "autres services", notamment les services de construction, d'assurance et les "autres services aux entreprises", ce qui dénote de la faible capacité d'offre de services spécialisés des agents économiques résidents.

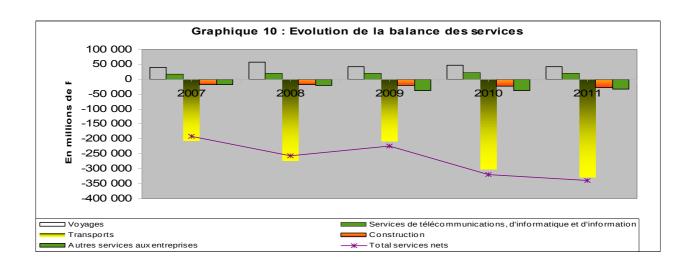
Le tableau et le graphique ci-après montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 13 : Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Transports	-205 580	-274 120	-207 930	-302 950	-330 443
Dont fret	-178 890	-243 270	-168 290	-277 120	-266 190
Voyages	40 150	57 180	42 510	46 450	43 100
Autres services	-26 690	-38 660	-58 300	-62 400	-51 210
Total services nets	-192 120	-255 600	-223 720	-318 900	-338 553

Source : BCEAO Source : BCEAO



1.2.1 Exportations de services

L'analyse de l'évolution des services montre que les postes voyages et services de télécommunication contribuent le plus à l'accroissement des exportations de services, qui se sont affichées à 193.880 millions en 2011, après 190.040 millions en 2010 (+2,0%). Les flux créditeurs de voyage se sont élevés à 99.308 millions, en repli de 2,0% par rapport à leur niveau de 2010, en raison de la baisse du nombre de visiteurs, consécutive aux tensions d'ordre sécuritaire régnant dans certaines régions fortement touristiques du Mali.

Les flux de voyage en provenance des autres pays de l'UEMOA ont augmenté de 2,0%, en liaison avec l'augmentation du nombre de visiteurs principalement du Togo et du Burkina Faso et, dans une moindre mesure, du Bénin et du Sénégal, les flux des autres pays étant en baisse.

Quant aux services de télécommunication reçus, ils ont augmenté de 12,7% en 2011 en ressortant à 67.132 millions, en liaison avec l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes.

Les exportations de services ont été également confortées par les services reçus par les administrations publiques qui se sont accrus sur la période (9,3%) en s'affichant à 15.190 millions, traduisant l'importance des transactions des représentations diplomatiques et des organismes publics non résidents. En revanche, les services de construction, d'assurance ainsi que les services financiers n'ont pas connu d'évolution notable sur la période.

1.2.2 Importation de services

L'accroissement des importations de services en 2011 a été moins important que celui des exportations, avec un taux de 4,6%. Ils sont ainsi ressortis à 532.433 millions, après 508.940 millions en 2010. Les transports, notamment de marchandises, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison, d'une part de la prépondérance des importations de biens et, d'autre part, de la continentalité du pays. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est affiché à 266.508 millions en 2011, en repli de 3,9% par rapport à 2010, du fait de la diminution des importations. Les flux de transport de passagers, avec 24.692 millions, représentent 4,6% des importations de services,

les résidents restant encore largement tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (10,6% en 2011), avec un montant de 56.208 millions, en hausse de 2,4% par rapport à 2010. Ces transactions représentent les dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger.

Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages ont atteint 23.733 millions (42,2% du total des voyages), après 19.235 millions en 2010, marquant ainsi une hausse de 23,4%. Le Burkina Faso a été la destination privilégiée des Maliens avec 32,4% des flux de l'Union, suivi du Sénégal (23,5%) et de la Côte d'Ivoire (19,1%).

En liaison avec la croissance des activités de ces secteurs, les importations de services de télécommunication et d'informatique ont enregistré une hausse de 9.257 millions en 2011 (24,9%) et celles des services de construction, une progression de 3.261 millions (12,8%). En revanche, les importations des autres services aux entreprises, (notamment les services spécialisés, techniques et miniers) se sont repliées de 16,4% en s'établissant à 36.667 millions.

1.3. Compte de revenu primaire

En 2011, le solde déficitaire du compte du revenu primaire est ressorti de 217.906 millions, contre un niveau de 207.520 millions l'année précédente, en détérioration de 10.386 millions (ou 5,0%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de -4.265 millions, après 1.680 millions en 2010, en détérioration par rapport à l'année 2010. Cette évolution est liée au repli des flux créditeurs (-12,5%) simultanément à l'augmentation des flux débiteurs (+23,7%). Elle découle de la hausse de la masse salariale des non-résidents au sein des sociétés.

Le déficit des revenus d'investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est creusé de 2,1% en 2011, avec un solde qui est ressorti à -213.641 millions. Cette évolution est imputable aux revenus des investissements directs qui constituent l'essentiel de ce poste. A l'instar des années précédentes, le déficit des revenus d'investissement est induit principalement par les revenus des investisseurs étrangers, qui se déclinent en dividendes distribués pour 123.548 millions (64,3%), en bénéfices réinvestis pour 67.065 millions (34,9%) et en intérêts pour 1.667 millions (0,8%). Ces revenus d'investissement sont destinés essentiellement aux investisseurs des secteurs aurifère (67,4%), de télécommunications (29,3%) et bancaire (5,3%), secteurs attrayants de l'économie malienne. Ces revenus ont été moins importants en 2011 qu'en 2010, en ligne avec leur reflux dans le secteur aurifère. Les revenus versés aux investisseurs appartiennent à hauteur de 22,7% aux investisseurs de l'UEMOA, 2,1% à ceux de la zone euro et 75,1% au reste du monde.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 17.100 millions après 13.021 millions en 2010. Ces paiements concernent les créanciers multilatéraux (64,0%) et bilatéraux (36,0%) avec 14,2% pour le Club de Paris.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des revenus primaires entre 2007 et 2011.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Rémunération des salariés	3 510	4 760	1 060	1 680	-4 265
Revenus des investissements	-143 190	-144 750	-217 020	-209 200	-213 641
Revenus des investissements directs	-116 540	-124 060	-202 870	-196 740	-190 094
Revenus des investissements de porte	-12 180	-9 240	-980	-1 730	2 178
Revenus des autres investissements	-14 470	-11 450	-13 170	-10 730	-20 386
dont intérêts sur dette publique exté	-11 100	-12 500	-12 400	-13 021	-17 100
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0	0	0
Autres revenus primaires					-5 339
TOTAL DES REVENUS	-139 680	-139 990	-215 960	-207 520	-217 906

Sources: BCEAO, DNTCP (TOFE).

1.4. Compte de revenu secondaire

Au terme de l'année 2011, l'excédent du compte de revenu secondaire s'est consolidé davantage avec un montant de 403.770 millions, en augmentation de 51,7% par rapport à 2010. Cette confortable évolution tient compte des résultats de l'enquête sur les envois de fonds des travailleurs qui a permis une meilleure estimation des flux informels. L'évolution du revenu secondaire entre 2007 et 2011 est résumée dans le tableau qui suit.

Tableau 15 : Evolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011*
Administrations publiques	56 770	47 520	82 340	98 110	81 045
dont aide budgétaire	27 900	25 000	51 900	54 900	55 700
Autres secteurs	134 910	156 180	147 310	168 120	322 725
dont envois de fonds des travailleurs (net)	121 700	141 310	134 360	145 350	313 414
dont envois de fonds reçus (crédit)	154 870	181 880	200 150	216 650	354 695
REVENU SECONDAIRE NET	191 680	203 700	229 650	266 230	403 770

^{*} Rupture de série des envois de fonds des travailleurs migrants en 2011

Sources: BCEAO, DNTCP (TOFE).

L'excédent du revenu secondaire net au profit des administrations publiques est ressorti à 81.045 millions, en progression de 17,4% par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des autres subventions et reversements reçus par le pays, l'aide budgétaire reçue par l'administration publique n'ayant augmenté que de 1,5% en 2011 en se chiffrant à 55.700 millions. L'aide budgétaire provient notamment de l'Union Européenne (30,5%), des Pays-Bas (21,0%), de la Suède (20,1%) et du Canada (10,2%). Les autres subventions proviennent d'aides d'organismes internationaux au titre de la coopération internationale.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et ISBLM), les flux nets ont atteint un montant de 322.725 millions en 2011, en forte hausse par rapport à leur niveau de 2010. Cette évolution est essentiellement imputable aux envois de fonds

des travailleurs migrants, principale composante de ce poste, qui ont doublé du fait de la revalorisation de ce poste, à la suite de la prise en compte des résultats de l'enquête réalisée courant 2012 sur les envois de fonds des travailleurs migrants.

En effet, les flux créditeurs formels des envois de fonds des travailleurs sont ressortis à 251.216 millions en 2011, après 193.194 millions pour l'année 2010, soit une hausse de 30,0%. En ajoutant les flux informels, les envois de fonds reçus s'élèvent à 354.695 millions, en augmentation de 63,7% par rapport à 2010.

Au niveau des fonds reçus des travailleurs migrants, 23,1% proviennent des autres pays de l'UEMOA, 39,9% des pays de la zone euro et 37,0% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso qui envoient le plus de fonds avec respectivement 43,9%, 20,3% et 13,9% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la zone euro, la France et l'Espagne prédominent, alors qu'au niveau des autres pays, le Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales provenances.

Les autres ressources nettes mobilisées se sont repliées de 59,1% en s'affichant à 9.311 millions.

Encadré : Enquête sur les envois de fonds des travailleurs migrants au Mali

Au cours de l'année 2012, la Direction Nationale de la Banque Centrale pour le Mali, à l'instar des autres pays membres de l'Union, a mené une enquête dans les six communes du District de Bamako pour estimer les envois de fonds des travailleurs migrants.

L'enquête avait pour objectif principal de collecter les informations pouvant permettre une meilleure estimation des envois de fonds des travailleurs migrants, afin d'améliorer la production des statistiques de la balance des paiements des pays de l'UEMOA. De façon spécifique, l'enquête visait à améliorer la mesure du niveau des transferts des migrants, cerner la part des montants émis ou reçus des migrants transitant par les canaux informels et mieux appréhender l'utilisation de ces fonds.

- L'enquête a abouti aux principaux résultats qui suivent.
- Les envois de fonds des travailleurs migrants en réception sont estimés à 38.946 millions à Bamako.
 Une extrapolation simple estime ce montant à 316.634 millions pour l'ensemble du Mali;
- les transactions sont majoritairement effectuées en espèces avec une proportion de 54,7% des envois de fonds reçus qui transitent par le canal informel, notamment le système "Fax/téléphone "7 qui achemine près du tiers des réceptions de fonds;
- les chefs de ménage de genre féminin captent 58,6% des réceptions de fonds tandis que les " moins de 30 ans " bénéficient de 26,2% des fonds en direction du Mali ;
- les fonds reçus sont utilisés majoritairement pour la consommation (48,7%), l'investissement immobilier (16,7%) et les événements familiaux (15,0%);
- les flux proviennent majoritairement de France (48,6%), d'Espagne (10,5%), des Etats-Unis (9,3%), des pays de l'UEMOA (8,7%) et du Congo (6,0%), pays généralement caractérisés par l'importance de la

⁷ Le système « fax/téléphone » consiste à regrouper les montants à transférer dans un point de collecte (généralement un commerce ou dans un foyer) et à redistribuer, par un intermédiaire dans le pays d'origine (généralement un commerçant) la somme aux bénéficiaires, après identification téléphonique.

diapora malienne y résidente ;

- les envois de fonds à l'émission sont estimés à 6.646 millions pour le District de Bamako et à 54.033 millions pour le Mali (extrapolation simple); les résultats sur les émissions ne reflètent pas les transferts des migrants puisque l'échantillon enquêté n'était pas composé spécifiquement des travailleurs immigrés résidant au Mali;
- les canaux formel et informel sont utilisés de façon quasi-égale pour les émissions de fonds, avec 33,6% des montants émis par les personnes appartenant à la tranche d'âge de" 40-49 ans ";
- les personnes de catégorie socio-professionnelle "profession libérale " et " salariés " émettent 68,4% des transferts ; les montants sont essentiellement destinés aux investissements, inclus les achats de biens (42%) et l'éducation (32,0%) ;
- les émissions de fonds sont à destination de la France (28,0%), la Chine (16,0%), les Etats-Unis (12,0%), le Sénégal (10,6%) et le Maroc (5,4%).

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2011, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 184.333 millions, en accroissement de 59.603 millions ou 47,8% par rapport à son niveau de 2010. Cette situation est attribuable à l'afflux de capitaux en direction des administrations publiques.

Tableau 16: Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-310	-360	-360	-440	2
Transferts de capital	155 640	158 530	194 730	125 170	184 331
Administrations publiques	140 900	120 120	156 830	89 830	151 919
dont remises de dettes (PPTE)	10 700	10 920	13 030	11 030	13 619
Autres secteurs	14 740	38 410	37 900	35 340	32 412
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	155 330	158 170	194 370	124 730	184 333

Sources: BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.1 Acquisition ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont négligeables, avec un montant net de 2 millions en 2011, après -440 millions en 2010.

2.2 Transferts en capital

L'aide publique des partenaires financiers dont le pays a bénéficié a affiché un montant de 151.919 millions en 2011, marquant ainsi une hausse de 69,1%. Ces montants se déclinent en dons-projets pour 97.100 millions et en appui budgétaire sectoriel pour 41.200 millions. Au titre de l'appui budgétaire sectoriel, les financements proviennent pour une grande part du Canada (55,0%), de l'Union Européenne (17,6%), des Pays-Bas (15,1%) et de l'Espagne (9,1%). Ces fonds sont destinés aux secteurs de la santé (58,9%), de l'éducation (29,7%) et de la microfinance (5,4%). Pour ce qui est des dons projets, l'Union Européenne, l'USAID, l'AFD, l'ACDI, l'UNICEF, l'Inde et le Danemark contribuent le plus pour les volets relatifs aux ressources humaines (52,7%), à la production industrielle (20,8%) et aux infrastructures (16,1%). Quant à la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, le montant enregistré est de 13.619 millions, après 11.030 millions en 2010.

Pour ce qui est des transferts de capital des autres secteurs, correspondant au financement des investissements au profit des ISBLM, ils ont baissé de 8,3% en ressortant à 32.412 millions.

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financière, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2011, par un montant net de -105.986 millions, après -425.130 millions en 2010. Ce montant correspond à 262.060 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 368.046 millions d'accroissement net des passifs. Cette évolution reflète les fortes variations au niveau des investissements directs et des autres investissements.

Tableau 17: Compte financier

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Investissements directs	-31 380	-80 460	-353 840	-197 370	-260 361
Investissements de portefeuille	3 700	9 160	-29 180	-19 000	-18 409
Dérivés financiers	50	-1 590	50	1 950	0
Autres investissements	-71 980	-191 970	-18 930	-210 710	172 784
SOLDE DES OPERATIONS FINANCI	-99 610	-264 860	-401 900	-425 130	-105 986

Source: BCEAO

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 262.427 millions en 2011, dont 118.342 millions (45,1%) au titre de l'augmentation des participations, 67.065 millions (25,6%) pour les bénéfices réinvestis et 77.020 millions (29,3%) pour les instruments de dette. Il faudrait ajouter que la quasi totalité de ces investissements sont relatifs aux entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations, montre que 92,8% sont en faveur du secteur minier, 3,7% pour le secteur de l'intermédiation financière et 2,0% pour les télécommunications ainsi que les BTP. Les pays d'origine de ces investissements sont l'Australie (89,6%), le Canada (10,9%), le Royaume-Uni (6,5%) et la France (3,7%). En revanche, pour l'Afrique du Sud, un désinvestissement a été constaté en 2011.

Pour ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent du Royaume-Uni (69,0%) et de l'Australie (32,5%) et sont exclusivement dédiés au secteur minier.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 2.066 millions dont 2.099 correspondant à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non -résidentes et 33 millions à la diminution des emprunts accordés à des entreprises sœurs.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -18.409 millions, après -19.000 millions en 2010. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émission d'obligations et de bons du Trésor). En 2011, le montant des émissions nettes de remboursements vis-à-vis des non-résidents a été 20.127 millions, comprenant 28.500 millions pour les bons du Trésor et -8.373 millions pour les obligations, après 19.720 millions en 2010. L'Administration a effectué trois émissions de bons pour des valeurs respectives de 42.000 millions, 55.600 millions et 22.000 millions souscrites par les non-

résidents, particulièrement les autres banques de l'Union, à hauteur de 23,6%, 46,9% et 47,7%. Pour les autres secteurs, la baisse nette de titres de créances émis est ressortie à 1.304 millions (900 millions en 2010) alors que les acquisitions nettes ont atteint 294 millions (-60,0 millions en 2010).

Pour ce qui concerne les titres de participation et parts dans les fonds de placement, les engagements nets ont été de 503 millions (750 millions en 2010) et les acquisitions nettes se sont affichées à 623 millions (10 millions en 2010), correspondant totalement aux transactions des autres secteurs.

3.3 Dérivés financiers

Au cours de l'année 2011, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur la monnaie fiduciaire et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir/à payer est ressorti excédentaire à 172.784 millions, après un déficit de 210.710 millions en 2010, sous l'effet de la valorisation des envois de fonds informels des travailleurs.

Au niveau des actifs financiers, les autres secteurs sont à l'origine de l'augmentation des flux avec un montant de 257.773 millions (-19.780 millions en 2010). Ce montant correspond aux avoirs en monnaie fiduciaire des ménages et aux dépôts des sociétés non financières dans les comptes off shore.

S'agissant du passif, il a été enregistré au cours de l'année 2011 une diminution nette des crédits commerciaux reçus des sociétés de l'ordre de 18.450 millions, après une hausse de 4.220 millions en 2010. Par ailleurs, les engagements nets des administrations publiques (capitaux publics) sont ressortis à 123.300 millions après 120.230 millions en 2010. Ce montant inclut les tirages de 120.000 millions de prêts projets, 45.000 millions de prêts programmes et 41.700 millions d'amortissement. Ces décaissements émanent de la Banque Mondiale (50,0%), du FMI (14,8%), de la BAD (14,6%), de l'Inde (10,5%), de la BOAD (2,5%) et de la BADEA (2,5%).

I.V CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont raffermis sur la période, en ressortant à 29.155 millions⁸, après une diminution de 82.592 millions en 2010. En effet, les avoirs de la Banque Centrale se sont consolidés, avec une hausse de 40.816 millions alors qu'ils étaient ressortis en baisse un an plus tôt. Cette évolution est consécutive à l'augmentation de 35.507 millions des avoirs en devises, notamment avec la mobilisation des ressources extérieures courant l'année 2011. Par ailleurs, les DTS détenus ont augmenté de 1.255 millions sur la période.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, ils se sont accrus de 11.661 millions du fait de la hausse des engagements envers le FMI. L'encours des crédits du FMI a augmenté de 22.719 millions en 2011, avec les facilités accordées dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Les autres engagements extérieurs ont baissé de 11.058 millions au cours de l'année.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
AVOIRS	332	26 609	220 909	-67 645	40 816
Position de réserve	-1 115	6 254	-5 558	4 091	4 054
DTS détenus	9	4	52 342	3 485	1 255
Avoirs en devises	1 438	20 351	173 150	-74 246	35 507
Autres créances			975	-975	
Ajustement suite révision circulation fidu					
ENGAGEMENTS	502	19 704	-3 200	14 947	11 661
Recours aux crédits du Fonds	1 642	13 235	1 112	4 253	22 719
Banques et institutions étrangères	531	6 509	-6 523	-1 558	-1 467
Engagements en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
Autres engagements	-1 671	-40	2 211	12 252	-9 591
Ajustement suite révision circulation fidu	0	0	0	0	0
Avoirs extérieurs nets	-200	6 905	224 109	-82 592	29 155

Source : BCEAO.

4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques sont ressortis en baisse de 73.768 millions⁹, après une hausse de 62.131 millions en 2010, en liaison avec la baisse des avoirs concomitamment à l'augmentation des engagements.

⁸ Données issues de la réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements.

⁹ Idem.

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Avoirs	43 792	-44 573	101 816	134 736	-35 454
dont banques et correspondants	28 065	-7 418	32 322	39 178	-25 400
Engagements	54 332	-4 403	73 906	72 605	38 315
Court terme	192 132	-17 927	78 685	64 676	50 775
dont banques et correspondants	46 032	-42 199	45 477	-92 482	35 021
Moyen et long termes	737	13 537	-4 785	7 922	-12 439
Avoirs extérieurs nets	-10 540	-40 170	27 910	62 131	-73 768

Source : BCEAO.

4.3 Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital n'ont pas été entièrement couverts par les transactions financières. Cela se traduit par la détérioration du solde global de la balance des paiements qui a enregistré un déficit de 44.613 millions à la fin de l'année 2011, après un déficit de 20.461 millions à fin 2010. Le tableau qui suit retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2007 et 2011.

Tableau 20 : Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

				(011 111111)	7110 do 1 01 7 1)
RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Variation AEN banques de dépôts	-10 540	-40 170	27 910	62 131	-73 768
Variation AEN Banque centrale	-200	6 905	224 109	-82 592	29 155
SOLDE GLOBAL	-10 740	-33 265	252 019	-20 461	-44 613

Source : BCEAO.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2011, la PEG du Mali s'est établie à -1.185.332 millions, après -1.265.530 millions en 2010, en amélioration par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation plus rapide du stock d'actifs financiers que de passifs de la période. En effet, les actifs financiers se sont inscrits à 1.392.383 millions à fin 2011, en hausse de 307.483 millions (ou 28,3%) par rapport à 2010. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs au niveau des autres investissements, notamment la monnaie fiduciaire et les dépôts dont le stock s'est accru de 150,4%. Le stock des avoirs de réserve s'est également apprécié de 6,5% en ressortant à 704.117 millions à fin 2011.

Quant au stock de passifs financiers, il s'est établi à 2.577.715 millions à fin 2011, en hausse de 227.285 millions (ou 9,7%) par rapport à l'année précédente, en liaison avec l'augmentation des engagements au titre des investissements de portefeuille et des autres investissements (201,7% et 23,7% respectivement). Le stock d'engagements au titre des prêts (encours de la dette publique extérieure, y compris les engagements envers le FMI) a augmenté de 29,0% en ressortant à 1.298.846 millions à fin 2011. En revanche, le stock de passifs au titre des investissements directs s'est replié de 15,7% sur la période.

Le ratio de la PEG rapporté au PIB s'est amélioré de 4,0 points de pourcentage en s'établissant à -23,1% contre -27,2% à fin 2010.

Tableau 21 : Variation de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
Α	Stock d'actifs financiers	1 123 371	1 589	1 392 383
1	Investissements directs	17 630	0	19 696
2	Investissements de portefeuille	213 944	0	217 588
3	Dérivés financiers	400	0	400
4	Autres investissements	229 685	0	450 582
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	127 067	0	402 835
4.3	Prêts	92 140	0	87 456
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant			
4.5	Crédits commerciaux	9 741	0	11 045
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	737	0	-50 754
5	Avoirs de réserves	661 712	1 589	704 117
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	55 865	1 294	57 121
5.3	Position de réserve au FMI	8 961	295	13 015
5.4	Autres avoirs de réserve	596 886	0	633 981
В	Stocks de passifs financiers	2 157 054	2 639	2 577 715
1	Investissements directs	625 601	0	888 028
2	Investissements de portefeuille	113 493	0	143 034
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	1 417 960	2 639	1 546 653
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	117 362		198 608
4.3	Prêts	1 190 843	1 063	1 333 765
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant			
4.5	Crédits commerciaux	26 610	0	8 160
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	15 168	0	-63 433
4.7	Droits de tirage spéciaux	67 977	1 576	69 553
С	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-1 033 683	-1 050	-1 185 332

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG fait ressortir la faiblesse des transactions financières des pays des zones UEMOA et euro, comparativement aux autres pays du monde. Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays englobent une part de 78,4%, contre 21,2% pour les pays de l'Union et 0,4% pour les pays de la zone euro.

De même, pour les engagements envers les non-résidents, les autres pays détiennent une part de 83,1%, contre 14,3% pour les pays de l'Union et 2,5% pour les pays de la zone euro.

Tableau 22 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Α	Stock d'actifs financiers	294 717	6 524	1 091 142	1 392 383
1	Investissements directs	14 467	1 302	3 927	19 696
2	Investissements de portefeuille	208 905	5 159	3 524	217 588
3	Dérivés financiers	400	0	0	400
4	Autres investissements	161 336	63	289 183	450 582
5	Avoirs de réserves	-90 391	0	794 508	704 117
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	57 121	57 121
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	13 015	13 015
5.4	Autres avoirs de réserve	-90 391	0	724 372	633 981
В	Stocks de passifs financiers	369 571	64 898	2 143 246	2 577 715
1	Investissements directs	138 860	38 982	710 186	888 028
2	Investissements de portefeuille	104 809	14 433	23 792	143 034
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	125 902	11 483	1 409 268	1 546 653
С	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-74 854	-58 374	-1 052 104	-1 185 332

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1:	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	40
Annexe 2:	Ajustements des données monétaires	48
Annexe 3:	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	49
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	48
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	48
Tableau A3:	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	49
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	49
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	50
Tableau A6:	Répartition géographique des importations du Mali	51
Tableau A7:	Exportations communautaires	52
Tableau A8:	Importations communautaires	52
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	52
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	53
Tableau A11:	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	53
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	53
Tableau A13:	Balance des paiements du Mali de 2005 à 2011	54
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2005 à 2011 (Optique BCEAO)	66
Tableau A15:	Position extérieure globale du Mali de 2005 à 2011	69

Annexes

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique: Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence: La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6ème édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : Les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position

extérieure globale.

Autres flux : Les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : Pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : Changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : C'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital de votre entreprise.

Entreprise d'investissement direct : Entreprises résidentes d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme d'entités associées, de filiales ou de succursales.

Entités associées : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs: Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : Entités avec lesquelles votre entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : Toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : Les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international: Achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant que qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : Ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises

qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : Il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie: Ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbre et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'extérieur : Ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Ne pas inclure le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction: Ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : Ils englobent l'assurance vie et les annuités d'assurance vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : Ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers: Ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risque autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services

boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs: Il recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevet, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications: Ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique: Cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : Cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : Ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : Ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent les notamment frais de manutention et de transit de marchandise, alors que les services divers rassemblent les services

techniques, tels que les frais d'étude et de recherche, ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : Ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques, ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : Ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs: Ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : Ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge. Les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : La part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises sur les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : Ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : Ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : Ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : Ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : Part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : Part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : Parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : Parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours): Parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : Parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées: Détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %): Prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : Ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : Ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : Ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : Ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : Ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre

entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	484 400	504 800	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	481 840	508 449	729 358	661 713	704 117	42 404
Ajustements/Autres flux					-1 588	
Total avoirs en balance des paiements	481 840	508 449	729 358	661 713	702 529	40 816
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	10 100	29 800	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	21 300	41 392	90 390	109 524	119 176	9 652
dont Allocation DTS	11 204	11 552	63 790	67 977	69 553	1 576
Ajustements/Autres flux	-4				3 584	
Total engagements en balance des paiements	10 096	29 800	26 600	41 547	53 208	11 661
AVOIRS EXTERIEURS NETS	471 744	478 649	702 758	620 166	649 322	29 155

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

(en millions de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	217 400	190 700	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	198 277	190 734	288 109	426 377	391 268	-35 109
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-7 477	-14 016	-14 896	-16 603	-18 450	-1 847
Débiteurs divers	112	97	217	653	300	-353
Divers-comptes d'ordre	0	3	0	0	1	1
Billets externes UMOA	8 837	8 320	13 524	11 263	13 117	1 855
Ajustements	29 962					
Total avoirs en balance des paiements	229 711	185 138	286 954	421 690	386 236	-35 453
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	133 200	161 400	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	132 427	161 383	184 080	252 550	282 287	29 737
Comptes exigibles après encaissement	-5 801	-12 760	-14 731	-16 553	-18 657	-2 104
Dépôts des Maliens de l'extérieur	117 257	74 541	127 791	145 899	144 360	-1 539
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0	1 040	0	-1 040
Créditeurs divers	0	98	21	345	106	-239
Divers-comptes d'ordre	0	0	1	0	0	C
Ajustements	-16 231			-13 500		13 500
Total engagements en balance des paiements	227 652	223 262	297 162	369 781	408 096	38 315
AVOIRS EXTERIEURS NETS	2 059	-38 124	-10 208	51 909	-21 860	-73 768

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes

TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2007	2008	2009	2010	2011
Coton	94 557	92 430	68 823	84 370	89 460
Pierres et métaux précieux	515 178	645 871	668 528	782 273	798 701
Animaux vivants	37 601	51 812	41 245	35 079	46 247
Autres	38 300	71 982	62 712	87 436	197 777
Total statistiques du commerce extérieur	685 636	862 095	841 308	989 158	1 132 185
Ajustements de champ (non contrôlé)	40 668	79 246	28 228	46 060	12 527
Ajustements de valeur	19 286	-2 891	-32 716	-18 618	-17 057
EXPORTATIONS AJUSTEES	745 590	938 450	836 820	1 016 600	1 127 655

Sources: BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2007	2008	2009	2010	2011
Produits alimentaires	155 154	186 118	181 892	197 098	217 358
Produits pétroliers	232 611	318 041	256 693	334 460	463 551
Produits chimiques	143 611	190 709	152 518	251 732	173 993
Machines et véhicules	257 802	376 608	261 034	437 570	354 325
Matériaux de construction	147 579	231 878	207 183	250 881	234 087
Autres	111 101	185 436	114 747	221 204	138 419
Total statistiques du commerce extérieur	1 047 858	1 488 790	1 174 067	1 692 945	1 581 731
Ajustements de champ (informel)	66 752	21 312	15 288	12 512	59 772
Ajustements de champ (autres)	-26 559	-23 846	-45 563	-74 222	-73 807
Imports de marchandises gles ajustées CAF	1 088 051	1 486 256	1 143 792	1 631 235	1 567 697
Fret	-185 850	-250 800	-194 445	-277 310	-266 508
Assurance sur marchandises	-18 211	-12 706	-13 327	-8 155	-16 476
IMPORTATIONS FOB	883 990	1 222 750	936 020	1 345 770	1 284 712

Sources: BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatives aux importations des Représentations Diplomatiques Étrangères (dont le montant est important en 2010), déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations

ZONES		2007			2008			2009			2010			2011	
GEOGRAPHIQUES	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	20 567	71 656	10,5	44 684	44 601	5,2	27 709	112 477	13,4	46 868	209 223	21,2	125 733	190 428	16,8
Union Européenne	20 243	40 295	5,9	43 351	22 375	2,6		49 845	5,9	41 832	87 915	8,9	46 446	38 553	3,4
ZONE EURO	18 981	27 118	4,0	31 749	21 192	2,5	24 915	49 347	5,9	41 258	79 885	8,1	44 680	30 037	2,7
France	7 392	5 936	0,9	12 128	10 887	1,3	7 770	40 424	4,8	10 162	11 249	1,1	10 600	16 406	1,4
Allemagne	2 017	1 394	0,2	13 943	3 494	0,4	12 164	3 226	0,4	19 750	1 941	0,2	25 640	1 676	0,1
Italie	5 289	3 294	0,5	1 752	2 297	0,3		2 304	0,3	5 350	59 479	6,0	2 440	2 962	0,3
Pays-Bas	8	65	- , -	1 812	730	0,1	1 406	829	0,1	1 500	952	0,1	2 514	1 249	0,1
Belgique	1 941	14 489	2,1	990	2 860	0,3	654	1 696	0,2	1 721	3 488	0,4	1 441	6 210	0,5
Autres pays européen	1 236	13 123	1,9	13 508	4 396	0,5		498	0,1	573	8 030	0,8	2 045	1 534	0,1
Royaume-Uni	34	12 601	1,8	209	571	0,1	128	223	0,0	99	7 729	0,8	1 042	8 516	0,8
Autres pays d'Europe	344	31 373	4,6	1 332	22 226	2,6	1 703	62 632	7,4	5 037	121 308	12,3	79 287	151 875	13,4
Dont Suisse	84	31 200	4,6	790	22 120	2,6		62 461	7,4	951	119 706	12,1	931	131 838	11,6
Russie	171 611	529 458	0,0	254 733	14 745 585	0,0		159 671 800	0,0	0 251 905	0 667 377	0,0	52 096 508 960	13 699 827 058	1,2 73,0
AFRIQUE CEDEAO	171 611 159 664	61 756	77,2 9,0	244 160	113 052	86,5 13,1	219 087	90 322	79,9 10,7	241 202	95 096	67,5 9,6	461 631	172 900	75,0 15,3
UEMOA	142 420	53 763	9,0 7,8	230 170	106 393	12,3		90 322 84 664	10,7	225 461	90 064	9,0	392 011	158 017	14,0
Bénin	1 352	695	0,1	10 952	6 570	0.8	6 310	3 168	0,4	5 195	2 682	0,3	14 454	8 126	0,7
Burkina	30 200	5 196	· ' I	27 431	8 298	1,0	40 623	14 996	1,8	55 267	21 376	2,2	124 791	47 604	4,2
Côte d'Ivoire	30 603	17 123		59 118	22 084	2,6		16 347	1,9	60 856	19 761	2,0	90 524	42 402	3,7
Guinée Bissau	00 000	17 120	0.0	37	1	0.0	30	15	0,0	4	3	0,0	21	72 402	0,0
Niger	1 018	803	0,1	3 750	2 254	0,3		1 339	0,2	9 530	1 736	0,2	2 721	2 268	0,2
Sénégal	63 515	29 085	· ' I	102 037	58 915	6,8	79 091	47 989	5,7	84 853	43 503	4,4	133 266	54 389	4,8
Togo	15 732	862	0,1	26 846	8 272	1,0	5 716	811	0,1	9 755	1 003	0,1	26 233	3 221	0,3
Autres pays de la CEDE	17 244	7 993	1,2	13 990	6 659	0,8	38 778	5 658	0,7	15 741	5 032	0,5	69 621	14 882	1,3
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,0	0	1	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	0	0	0,0	109	10	0,0	7	3	0,0	2	2	0,0	163	38	0,0
Ghana	8 564	1 511	0,2	6 101	699	0,1	6 742	843	0,1	6 561	681	0,1	20 798	2 219	0,2
Guinée Conakry	7 510	5 389	0,8	6 074	5 297	0,6	5 301	3 224	0,4	6 362	2 794	0,3	41 095	10 325	0,9
Libéria	683	897	0,1	16	29	0,0	91	79	0,0	25	29	0,0	3 305	557	0,0
Nigéria	150	130	0,0	433	259	0,0	1 426	760	0,1	1 043	537	0,1	1 699	715	0,1
Sierra Leone	337	66	- , -	1 257	365	0,0	25 210	749	0,1	1 749	989	0,1	2 560	1 028	0,1
Autres pays d'Afrique	11 947	467 702	68,2	10 573	632 533	73,4	10 399	581 478	69,1	10 703	572 281	57,9	47 328	654 159	57,8
Algérie	497	932	- ,	874	1 078	0,1	1 475	1 216	0,1	1 974	1 543	0,2	5 783	6 172	0,5
Maroc	5 216	3 177	0,5	3 814	2 611	0,3	3 921	2 743	0,3	1 289	950	0,1	35 505	7 127	0,6
Tunisie	902	536	· ' I	1 577	1 062	0,1	435	348 278	41,4	227	359 908	36,4	696	325	0,0
Caméroun	152	623	- ,	9	11	0,0	713	26	0,0	324	/	0,0	92	5	0,0
Kenya	0 797	0 459 740	0,0 67,1	20 451	24 624 734	0,0 72,5		0 573 085	0,0 68,1	7 332	27 564 465	0,0 57,1	9 655	41 637 020	0,0 56,3
Afrique du Sud AMERIQUE	4 889	5 111	0,7	3 349	8 677	1,0		2 651	0,3	1 263	32 386	3,3	1 508	4 820	0,4
Canada	4 009	75		257	912	0,1	253	762	0,3	158	724	0,1	217	2 130	0,4
Etats-Unis	646	2 145	· ' I	2 801	7 205	0,1		1 741	0,1	823	31 273	3,2	964	2 528	0,2
Autres pays d'Amérique	4 235	2 891	· · · ·	290	560	0,0		148	0.0		390	0.0	327	162	0.0
ASIE	125 594		- ,	85 828	57 907	6,7	73 627	52 945	-,-	106 288	79 934	8,1	216 498	109 801	9,7
Chine	24 650	15 255		25 496	15 947	1,8		15 029	1,8		20 260	2,0	102 160	40 935	3,6
Hong-Kong	0	0	0,0	70	16	0,0		42	0,0		36	0,0	230	270	0,0
Inde	2 216	1 678		6 769	4 449	0,5		1 572	0,2	1 987	467	0,0	41 730	2 726	
Japon	177	858		3 720	3 077	0,4		434	0,1	235	858	0,1	292	927	0,1
Taïwan	4 094	2 546	0,4	1 185	853	0,1	602	466	0,1	3 676	2 785	0,3	1 686	1 371	0,1
Thaïlande	20 439			17 917	12 220	1,4	10 102	6 328	0,8		4 610	0,5	9 353	7 446	
Emirates arabes unis	90	1	0,0	56	113	0,0		624	0,1	1 546	9 527	1,0	1 080	16 810	
Autres pays d'Asie	74 018	46 230		30 742	21 361	2,5		29 116	3,5	60 959	50 953	5,2	60 198	39 585	
OCEANIE	35	14	0,0	7 760	5 325	0,6	92	1 436		43	237	0,0	24	78	
Dont: Australie-Nouvelle	35	14	0,0	2	0	0,0	92	1 436	0,2	43	237	0,0	24	78	
TOTAL GENERAL	322 696	685 636	100,0	396 353	862 095	100,0	332 093	841 308	100,0	406 368	989 158	100,0	852 723	1 132 185	100,0

TABLEAU A6 : Répartition géographique des importations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

		2007		2008				2009			2010			2011	
ZONES GEOGRAPHIQUES	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	339 213	283 383	27,0	1 376 806	444 380	29,8	496 742	309 842		571 500	512 646		644 124	398 586	
Union Européenne	298 388	269 485	25,7	1 175 501	365 176		289 679	258 259	,	366 166	456 818	,	373 176	322 419	
ZONE EURO	268 872	249 900	23,8		334 885			244 296	,	356 122	434 450	,	357 050	305 148	· '
France	161 721	156 293	14,9	957 093	207 107	13,9		133 561	11,4	231 772	256 796	15,2	218 519	162 600	,
	23 324	25 070	2,4	23 340	36 256	2,4	I I	32 309	,	33 920	49 666	2,9	41 260	54 906	
Allemagne Italie	22 408	10 275	1,0		16 444	1,1		11 934	, -	17 399	20 136	1,2	18 966	14 202	
	15 209	7 574	0.7	17 595	10 341	0.7	23 400	19 935	′ ′	20 556	50 627	3,0	21 970	11 707	0,8
Pays-Bas	26 192	32 209	3,1		38 527	2,6		25 880	2,2		27 208	3,0 1,6		22 930	1,4
Belgique Autres pays européens de l'UE		63 996	6,1	70 426	81 031	5,4		13 963	1,2	10 045	27 208	1,0	41 051	38 803	2,5
, , ,	3 225	6 277	0,1		13 997	0,9		5 752	,		8 753	0,5	1 623	4 684	
Royaume-Uni	3 223	0 211	0,0	19 909	13 991	0,9		5 7 5 2	0.0	1 097	0 7 5 5	0.0	14 503	12 586	
Autres pays européens de l'UE	40.005	40.000	,	204 205	70.004	,		E4 E00	-,-	005 000	FF 000	-,-			
Autres pays d'Europe	40 825	13 899	1,3		79 204	5,3		51 583	,	205 333	55 828	3,3	270 948	76 167	4,8
Dont Suisse	3 040	2 243	′		19 088	1,3		4 693	0,4	8 263	4 544	0,3	568	1 124	
Russie	0 070 470	700,000	0,0	137 523	33 739	2,3		29 647	,		16 460	1,0	118 780	26 146	,
AFRIQUE	2 078 476	533 908		2 133 031	599 630	40,3		505 442	,	2 621 195	689 179	40,7	3 020 495	772 137	48,8
CEDEAO	2 022 140	483 978	,	2 047 354	497 054	33,4		428 641	36,5		523 623	30,9	2 821 878	660 671	41,8
UEMOA	1 919 470	446 179	,		467 212	31,4		401 977	,		496 203	,		604 843	_ ′
Bénin	118 976	46 780	4,5		33 269	2,2	175 141	63 820	5,4	287 501	113 037	6,7	222 875	119 836	
Burkina	53 363	17 183	1,6		2 370	0,2	13 977	2 248	-,	20 433	3 313	0,2	19 348	2 488	- ,
Côte d'Ivoire	717 365	132 873	12,7	640 879	154 689	10,4	656 316	143 033	,	423 596	113 000	6,7	376 381	127 404	- ,
Guinée Bissau	9	9	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Niger	955	178	0,0		79	0,0		48	0,0	358	205	0,0	49	21	0,0
Sénégal	826 320	207 269	19,8		256 691	17,2		162 307	13,8		239 628	14,2	2 048 130	338 226	
Togo	202 482	41 886	4,0		20 114	1,4	126 081	30 521	2,6	72 872	27 019	1,6	46 292	16 866	
Autres pays de la CEDEAO	102 670	37 799	3,6	91 681	29 842	2,0	81 474	26 664	2,3	58 089	27 421	1,6	108 804	55 828	3,5
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	2	5	0,0	0	0	0,0
Gambie	290	119	0,0		246	0,0		248	0,0	510	400	0,0	1 764	857	0,1
Ghana	87 076	31 316	3,0	77 928	24 819	1,7	64 848	21 650	1,8	48 257	21 433	1,3	97 656	50 703	
Guinée Conakry	12 564	5 510	0,5	11 309	3 584	0,2	11 045	2 837	0,2	7 257	1 884	0,1	6 800	1 520	0,1
Libéria	0	0	0,0	0	0	0,0	1	3	0,0	0	3	0,0	0	0	0,0
Nigéria	2 732	824	0,1	1 844	1 190	0,1	4 975	1 917	0,2	2 042	3 681	0,2	2 584	2 745	0,2
Sierra Leone	8	30	0,0	0	2	0,0	40	10	0,0	20	14	0,0	0	3	0,0
Autres pays d'Afrique	56 335	49 930	4,8	85 677	102 576	6,9	75 679	76 801	6,5	133 910	165 556	9,8	198 617	111 466	7,0
Algérie	6 962	633	0,1	6 584	2 245	0,2	10 381	2 428	0,2	5 853	742	0,0	29 272	73 634	4,7
Maroc	6 562	5 178	0,5	3 884	8 942	0,6	4 043	3 029	0,3	47 562	13 656	0,8	6 972	900	0,1
Tunisie	10 892	3 085	0,3	21 256	3 963	0,3	22 523	4 244	0,4	27 491	4 384	0,3	205	110	0,0
Caméroun	214	129	0,0	651	277	0,0	822	427	0,0	253	254	0,0	220	107	0,0
Kenya	386	281	0,0	143	71	0,0	75	88	0,0	106	795	0,0	83 249	18 240	1,2
Afrique du Sud	25 494	38 122	3,6	25 700	67 413	4,5	29 572	62 259	5,3	23 806	133 874	7,9	25 089	6 057	0,4
AMERIQUE	135 439	66 045	6,3	173 014	138 239	9.3	249 090	75 643	6.4	253 783	139 028	8,2	284 220	91 472	5,8
Canada	3 329	5 469	0,5		8 812	0,6	2 309	6 034	0,5	1 728	11 097	0,7	2 570	9 262	0,6
Etats-Unis	31 286	39 146			98 703	6,6	I I	35 188		28 673	94 105	5,6	21 436	39 228	
Autres pays d'Amérique	100 823				30 723	,		34 421		223 382			260 213	42 982	
ASIE	253 658				295 919	,		262 542		465 508		,		293 498	
Chine	106 714	64 369			154 974	,		122 904	-		210 193			170 040	
Hong-Kong	3 397	2 024			2 439		I I	2 698			1 199	,		531	
Inde	51 343	37 572	3,6		29 465			42 481			27 188			32 467	
Japon	12 018	19 712	1,9		40 987	2,8		34 962			33 915		12 124	28 379	
Taïwan	525	574	0,1		1 087	0,1		533			249			692	
Thaïlande	19 007	5 363			17 611	1,2		9 339						7 690	
							I I							14 320	
Emirates arabes unis	5 358 64 052	3 735 25 347	,		17 854 51 797	1,2 3,5		11 881 52 323	,			,	21 974 156 346	39 911	
Autres pays d'Asie			2,4			,									, .
OCEANIE	7 460 7 460	11 585	,		10 622	0,7	14 485	20 598			26 351	,		26 038	,
Dont: Australie-Nouvelle Zéland	7 460	11 585	1,1	-	8 045	ŕ		20 533			26 347	1,6		26 034	
TOTAL GENERAL	2 814 246	1 047 858	100	4 239 430	1 488 790	100	3 903 060	1 174 067	100	3 919 237	1 692 945	100	4 478 917	1 581 731	100

TABLEAU A7: Exportations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Exports Coton	0,0	0,2	0,3	0,0	0,0	16,1	0,0	16,6
Coton	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	1,3
	Millions FCFA	0	189	231	5	0	14 632	24	15 081
	% Exports Or								0,0
Or	% Exports totales								0,0
	Millions FCFA								0
	% Exports Animaux	1,3	5,3	51,2	0,0	2,9	32,2	0,5	93,3
Animaux vivants	% Exports totales	0,1	0,2	2,1		0,1	1,3	0,0	3,8
	Millions FCFA	581	2 457	23 692	0	1 347	14 871	221	43 169
								_	
Engrais	% Exports totales	0,0	3,2	0,4		0,0	0,2	0,0	3,8
Eligiais	Millions FCFA	0	36 047	4 137	0	0	2 421	0	42 605
Divers	% Exports totales	1,9	0,4	1,5	0,9	0,5	1,0	0,8	6,9
	Millions FCFA	21 409	4 474	16 739	9 850	5 571	11 140	8 514	77 697
Total	% Exports totales	1,9	3,8	4,0	0,9	0,6	3,8	0,8	15,8
	Millions FCFA	21 990	43 167	44 799	9 855	6 918	43 064	8 759	178 552

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A8: Importations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	$\overline{}$	UEMOA
Fiodulis									
	% Imports Prod. Alin	<i>'</i>	1,1	20,8	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	0,9	-	0,4	35,4
Produits alimentaire	% Imports totales	0,0	0,2	2,8	0,4	0,1	1,3	0,1	4,8
	Millions FCFA	18	1 943	36 390	4 718	1 656	16 446	757	61 929
	% Imports Pétrole	27,2	4,4	10,8	0,0	0,0	53,4	2,1	98,0
Produits pétroliers	% Imports totales	7,9	1,3	3,2		0,0	15,6	0,6	28,6
	Millions FCFA	102 166	16 475	40 562		0	200 419	7 996	367 618
	% Imports Mat. Ctrud	0,0	0,4	5,4	0,0	0,3	39,4	1,3	46,8
Matériaux de	% Imports totales	0,0	0,1	0,8		0,0	5,9	0,2	7,0
const.	Millions FCFA	13	829	10 332		532	75 259	2 476	89 441
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,1	0,3		0,0	0,2	0,0	0,6
	Millions FCFA	7	948	4 003		0	2 000	470	7 428
	% Imports Mach&vél	0,1	0,3	0,8	0,0	0,2	0,1	0,0	1,5
Machines & véhicul	% Imports totales	0,0	0,1	0,2		0,1	0,0	0,0	0,3
	Millions FCFA	311	723	2 374		704	238	88	4 438
	% Imports Prod. Chir	0,0	0,2	4,4	0,0	0,0	5,1	1,2	11,0
Produits chimiques	% Imports totales	0,0	0,0	0,5		0,0	0,6	0,1	1,2
•	Millions FCFA	1	266	6 316		0	7 314	1 770	15 666
Divers	% Imports totales	0,0	0,2	1,2		0,2	1,2	0,1	3,2
	Millions FCFA	9	3 158	15 743	2 359	2 908	15 454	888	40 518
Total	% Imports totales	8,0	1,9	9,0			24,7	1,1	45,7
	Millions FCFA	102 525	24 342	115 720	7 077	5 800	317 130	14 444	587 038

TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires

		Importateurs										
(en millions de FCFA)		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA		
	Bénin		18 175,7	16 100,5	1 106,0	102 524,6	38 462,9	29 268,7	67 017,4	272 655,8		
	Burkina	5 372		16 752	185	24 342	11 882	2 840	3 726	65 098		
Exportateurs	Cote d'Ivoire	66 040	201 847		557	115 720	23 396	93 825	85 656	587 041		
	Guinée-Bissau	0	0	615		7 077		18 303	0	25 995		
	Mali	21 990	43 167	44 799	9 855		6 918	43 064	8 759	178 552		
port	Niger	13 671	2 904	6 173	268	5 800		4 568	8 975	42 359		
Ш	Sénégal	10 398	21 958	36 512	30 648	317 130	6 045		9 802	432 492		
	Togo	116 231	60 120	27 044	596	14 444	46 996	5 928		271 360		
	UEMOA	233 701	348 172	147 996	43 216	587 038	133 699	197 797	183 935	1 875 553		

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en kg)
Or	804 145	295 568
Coton	90 900	125 947 765
Engrais	73 275	251 147 047
Animaux vivants	46 247	52 058 999
Combustibles minéraux	26 218	50 803 741
Réacteurs nucléaires, chaudières	14 336	3 311 518
Fruits comestibles	11 058	49 101 198
Machines, appareils et matériels	6 937	1 581 241
Peaux et cuirs	6 139	5 412 319
Minerais de fer	6 007	115 783 778
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	5 632	1 793 071
Graines et fruits oléagineux	4 262	19 942 533
Fonte, fer et acier	4 149	55 609 543
Boissons	3 644	7 022 240
Céréales	2 892	9 671 790

TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays									
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
	Benin		3 563	2 110	0	1 438	2 475	2 987	4 581	17 154	
e au débit s	Burkina	7 498		1 305	45	3 319	1 233	3 258	6 881	23 538	
	cote d'Ivoire	15 725	11 689		0	5 209	1 449	4 658	6 186	44 915	
	Guinée-Bissau	0	70	0		821	0	2 255	0	3 146	
tourisme oar pays	Mali	2 217	7 695	4 524	109		2 117	5 577	1 495	23 733	
_ e	Niger	1 326	1 697	12 104	0	1 281		4 073	4 264	24 745	
	Sénégal	1 996	2 079	1 664	1 109	8 316	1 664		665	17 493	
	Togo	7 400	1 268	2 265	0	1 367	975	4 344		17 618	
Dé	UEMOA	36 162	28 061	23 971	1 263	21 749	9 912	27 152	24 072	172 342	

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays									
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
	Bénin		1 417	4 460	20	3 561	2 210	3 958	10 067	25 692	
	Burkina	255		1 702	70	11 167	1 525	3 046	3 047	20 812	
ई	Cote d'Ivoire	3 423	20 525		194	36 001	7 215	10 452	15 593	93 401	
Transferts des migrants Émis par pays	Guinée-Bissau	125	21	152		3 847	98	2 108	209	6 561	
	Mali	370	1 046	7 658	206		1 367	8 001	5 635	24 283	
	Niger	1 011	1 615	1 619	431	7 947		1 577	4 220	18 420	
	Sénégal	595	1 981	2 985	1 517	16 594	1 505		2 740	27 916	
	Togo	793	3 274	2 649	79	2 810	719	3 045		13 369	
Ē	UEMOA	6 572	29 879	21 226	2 516	81 926	14 638	32 188	41 511	230 454	

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



